

**Approbation des conventions de réalisation
de l'opération Centre de Biologie Intégrative.**

Conseil d'administration du 6 mars 2017

Délibération 2017/03/CA-023

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.712-1, L.712-3 ;

Vu les statuts de l'Université Toulouse III – Paul Sabatier et notamment son article 30 ;

Après en avoir délibéré, les conseillers approuvent la convention de réalisation de l'opération immobilière « Centre de Biologie Intégrative » ainsi que la convention liant l'établissement porteur (UFT-MIP) et l'établissement utilisateur du projet (UPS) - Opération Toulouse Campus (documents joints).

Toulouse, le 6 mars 2017
Le Président,




Professeur Jean-Pierre VINEL

Nombre de membres : 35
Nombre de membres présents ou représentés : 30

Nombre de voix favorables : 30
Nombre de voix défavorables : 0
Nombre d'abstentions : 0
Ne prennent pas part au vote : 0

**CONVENTION POUR LA REALISATION
D'UNE OPERATION IMMOBILIERE**

**EN MAITRISE D'ŒUVRE PRIVEE,
ET APPEL D'OFFRES DE TRAVAUX (MOP)**

intitulée

**« OPERATION CAMPUS DE TOULOUSE :
CENTRE DE BIOLOGIE INTEGRATIVE »**

Réf. UFTMiP : 2017-xxx-CIF-M-SIA

Entre l'Etat, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, représenté par :

- la Directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, assistée par :
- la Rectrice de l'Académie de Toulouse,

ci-après dénommé « **l'Etat** », ou « **le Ministère** »,

- l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, représentée par Philippe RAIMBAULT, son Président,

ci-après dénommée « **l'Etablissement porteur** »,

et :

- l'Université Toulouse 3 Paul Sabatier, représenté par Jean-Pierre VINEL, son Président,

ci-après dénommée « **l'Etablissement utilisateur** »,

l'ensemble étant désigné par « **les Parties** »

il est convenu ce qui suit.

PREAMBULE

Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche fédérés au sein de l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (UFTMiP) sont portés par l'ambition de figurer dans le groupe des 10 premières universités européennes, à l'horizon 2020.

Lauréat de l'appel à projets « Opération Campus » lancé par le Ministère de l'Enseignement supérieur, le PRES - Université de Toulouse s'est vu confirmer la validation définitive du dossier Toulouse Campus en février 2009.

Le projet Toulouse Campus a fait l'objet, globalement, d'une dotation non consommable de 350 millions d'euros annoncée au président du PRES de Toulouse le 23 septembre 2009, et

dont les revenus sont destinés exclusivement à sa réalisation à compter de la date de son transfert à **l'Établissement porteur**.

Une convention partenariale de site a été signée le 8 juin 2010. Elle entérine la participation financière au côté de l'Etat des différentes collectivités locales : Région Midi-Pyrénées (25 millions d'euros), Département de la Haute-Garonne (25 millions d'euros), Communauté Urbaine du Grand Toulouse (10 millions d'euros), Ville de Toulouse (15 millions d'euros), et Communauté d'Agglomération du SICOVAL (2 millions d'euros).

Une convention tripartite a été conclue le 27 août 2009 entre le Ministre chargé auprès du Premier Ministre de la mise en œuvre du Plan de relance, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et le PRES de Toulouse et prévoit la mise à disposition des crédits destinés à l'ingénierie de projet. Une convention d'ingénierie de projet a par ailleurs été signée le 22 décembre 2009 entre l'Etat, l'Établissement porteur et les Etablissements bénéficiaires et un avenant n°1 à cette convention d'ingénierie a été signé le 21 juillet 2016.

Dans ce cadre, **l'Établissement porteur** entreprend une opération immobilière (ci après, « **le Projet** ») intitulée : Centre de Biologie Intégrative (CBI), laquelle sera conçue puis mise à disposition de **l'Établissement utilisateur** selon les modalités définies par la convention liant ces deux **Etablissements** pour la conception, la réalisation et l'utilisation du **Projet** (annexe n°5).

Un dossier d'expertise a été réalisé à la diligence de **l'Établissement porteur** en association étroite avec **l'Établissement utilisateur**. Ce dossier, destiné à vérifier la pertinence du pré-programme, la cohérence du **Projet** et sa conformité à la politique immobilière de l'Etat, ainsi que la robustesse de son plan de financement et sa soutenabilité budgétaire tant pour **l'Établissement porteur** que pour **l'Établissement utilisateur**, a été adressé au **Ministère** en date du 20/12/2013.

Le 13/10/2014, le **Ministère** a validé le **Projet** tel que précisé par le dossier d'expertise. Un complément au dossier d'expertise a été adressé au Ministère en date du 15/11/2016.

Au vu de la validation par **l'Etat** du **Projet**, **l'Etat**, **l'Établissement porteur** et **l'Établissement utilisateur** conviennent des dispositions suivantes en vue de sa mise en œuvre selon les dispositions du Code des marchés publics.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements de **l'Etat**, de **l'Établissement porteur** et de **l'Établissement utilisateur** dans le cadre des procédures conduisant à l'attribution, la passation et l'exécution des contrats de maîtrise d'œuvre, puis des contrats de travaux pour la conception et la construction du bâtiment et des installations concernés par le **Projet**.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

Le campus de Rangueil sur lequel est situé l'UPS (Université Paul Sabatier) est une propriété de l'Etat. Son adresse est 118, Route de Narbonne à Toulouse. Les références cadastrales du

terrain d'assiette de l'opération CBI sont section 838 BD 11 à Toulouse. La superficie de la parcelle constituant cette propriété est 255 358 m².

La réalisation de ce nouveau Centre de Biologie Intégrative a pour vocation d'accueillir des équipes de recherche concernées par la biologie intégrative et d'offrir un espace privilégié où les relations public-privé pourraient être développées dans les meilleures conditions.

L'objet de l'opération pour la partie recherche concerne la construction d'un nouveau bâtiment jouxtant l'Institut de Biologie Cellulaire et de Génétique du CNRS (IBCG), pour créer un lieu associant la recherche universitaire et le monde socio-économique (de l'étudiant jusqu'à l'entreprise).

Le Centre de Biologie Intégrative accueillera 3 laboratoires :

- le Laboratoire de Biologie Cellulaire et Moléculaire du Contrôle de la Prolifération (LBCMCP),
- le Centre de Biologie du Développement (CBD),
- le Centre de Recherches sur la Cognition Animale (CRCA).

La surface à bâtir est de 7145 m² de surface utile dont 5480 m² SU de laboratoires, plateformes techniques et animaleries. Cette opération doit s'accompagner de la démolition d'un bâtiment de 12600 m² SHON devenu obsolète. En parallèle, comme précisé dans le complément au dossier d'expertise, dans le cadre du 2^{ème} volet de l'opération CBI, il est prévu d'aménager 250 m² de surface utile de salles d'enseignement dans un bâtiment existant à proximité du bâtiment qui sera construit, surfaces d'enseignement qui étaient initialement prévues dans le bâtiment neuf CBI.

La livraison est prévue pour l'automne 2019.

La création du bâtiment du Centre de Biologie Intégrative a plusieurs objectifs :

- répondre à l'urgente nécessité de donner un cadre de travail sécurisé aux personnel utilisateurs des locaux de recherche, en créant des locaux et des postes de travail conformes aux réglementations actuelles,
- rapprocher physiquement les laboratoires CBD, CRCA et LBCMCP de ceux hébergés par l'Institut de Biologie Cellulaire et Génétique (IBCG) afin de favoriser leurs échanges au sein du Centre de Biologie Intégrative,
- créer un lieu de synergie public/privé en offrant un espace privilégié où développer les relations entre la recherche universitaire et le monde socio-économique,
- mutualiser les moyens des différents laboratoires du CBI.

Le projet scientifique du Centre de Biologie Intégrative nécessite la création de liaisons fonctionnelles et physiques entre le bâtiment existant (bâtiment IBCG du CNRS) et le futur bâtiment CBI. Cette organisation permettra, en outre, la mutualisation de structure de recherche (plateformes, animaleries, ...) et de soutien à la Recherche (Gestion, logistiques et maintenance, Accueil, Espaces d'échanges et de convivialité, ...) par les laboratoires UPS et CNRS participant au projet CBI.

L'UFTMiP a élaboré un programme environnemental ambitieux qui s'applique aux différentes opérations immobilières Toulouse campus. Ce programme environnemental a été défini à partir du « référentiel développement durable » arrêté dans le SDIA. Il décrit cible par cible, les méthodes que l'Université de Toulouse désire voir adopter (avec une liste des

livrables pour chaque stade des projets) et les performances à atteindre a minima. Sa présentation est donc similaire à celle des démarches de qualité environnementale. Elle est en effet directement inspirée des référentiels de démarche HQE® (de type Certivéa).

La nature de l'opération CBI – 1^{er} volet, bâtiment entièrement dédié à la recherche présente un ensemble de locaux dédiés entièrement à la recherche comprenant des bureaux d'appui à la recherche et des laboratoires de recherche au sein d'un même bâtiment.

En termes de réglementation thermique, seule une partie du bâtiment sera concernée directement par la RT 2012 puisque celle-ci ne s'applique pas aux « parties de bâtiment qui, en raison de contraintes spécifiques liées à leur usage, doivent garantir des conditions particulières de température, d'hygrométrie ou de qualité de l'air, et nécessitant de ce fait des règles particulières » (arrêté du 28 décembre 2012). La performance de base qui sera exigée pour la partie hors laboratoires sera celle de la RT2012 – 20%, les candidats devront par ailleurs proposer des productions (ou récupérations) d'énergie locales pour atteindre un niveau de performance supérieur.

L'attention est également portée vers les locaux spécifiques et les process pour lesquels il sera demandé d'optimiser les performances énergétiques des équipements de support (refroidissement, climatisation, filtration de l'air, traitement de l'eau, postes de secours électrogènes ...) et de proposer des solutions de valorisation – récupération des énergies dissipées.

Les coûts cibles d'investissement et de fonctionnement, ainsi que la répartition des financements entre **l'Etablissement porteur** et **l'Etablissement utilisateur** sont détaillés dans l'article 4 de la présente convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation du projet est le suivant :

Appel à candidatures	décembre 2014	réalisé
Sélection des candidats	mars 2015	réalisé
Sélection Maitrise d'Œuvre	juin 2015	réalisé
Dépôt Permis de Construire	mars 2016	réalisé
Appels d'Offres Travaux	novembre 2016	réalisé
Début des Travaux	septembre 2017	prévisionnel
Réception des Travaux	septembre 2019	prévisionnel
Installation dans les locaux	novembre 2019	prévisionnel

- => Voir Annexe 3 : « Calendrier Prévisionnel »

L'Etablissement porteur s'engage, dans la mise au point des modalités de sélection des candidats admis à participer au concours d'architecture et du cahier des charges du même concours, puis tout au long des études de conception, à prendre en compte l'ensemble des observations, figurant dans l'accord délivré en date du 13/10/2014 par le **Ministère** au titre de l'expertise **du Projet**, ou émises ultérieurement lors des Comité inter-administratifs de suivi tels que définis à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 3 – DES PROCEDURES D'ATTRIBUTION & DE SUIVI DES MARCHES.

3.1 – ORGANISATION DE LA PROCEDURE.

Dans le cadre de l'article L.762-2 du Code de l'éducation, l'**Etat** confie à l'**Etablissement utilisateur**, qui l'accepte, la responsabilité d'exercer la maîtrise d'ouvrage de l'opération ainsi que les responsabilités de pouvoir adjudicateur en vue de l'attribution des contrats et de leur suivi pour l'intégralité de leur durée.

Dans ce cadre, l'**Etablissement utilisateur** a retenu la procédure de maîtrise d'ouvrage publique avec recours à une maîtrise d'œuvre privée, suivie d'appels d'offres de travaux (MOP). Selon les modalités exposées dans la présente convention, il arrête notamment, en sa qualité de pouvoir adjudicateur :

- le programme du **Projet**,
- les modalités et le règlement de chaque procédure de commande publique concourant à la réalisation du projet et l'ensemble des éléments constitutifs du dossier remis aux candidats,
- la liste des candidats qui sont admis à participer aux procédures de concours ou d'appels d'offres restreints, le cas échéant,
- le choix du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre,
- le choix des entreprises qui ont présenté les offres les mieux disantes.

En outre, après avoir obtenu les autorisations requises, l'**Etablissement utilisateur** signe les marchés.

L'**Etablissement utilisateur** effectue toutes les diligences nécessaires pour assurer le bon déroulement des procédures successives selon le calendrier prévisionnel joint en annexe n°3, notamment :

- il désigne les personnes destinées à les gérer,
- il recrute les assistants, conseils ou experts jugés nécessaires,
- il effectue ou fait effectuer toutes les constatations, expertises, études et contrôles,
- il prend toutes les dispositions pour assurer la liberté d'accès, l'égalité de traitement, la confidentialité des propositions des concurrents et la transparence des procédures.

Est annexé à la présente convention la présentation du dispositif de gestion du projet (organisation et moyens) mis en place par l'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** (annexe n° 4).

L'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** font leur affaire, selon les modalités définies par la convention liant ces deux **Etablissements** (annexe n°5), de tous les diagnostics techniques et autres éléments d'information permettant aux concepteurs et entrepreneurs de cerner les contraintes et difficultés particulières au **Projet** en vue d'assurer une bonne maîtrise des risques du **Projet** et d'aboutir à des propositions architecturales, puis à des offres les plus favorables pour les personnes publiques.

De même, ils prennent toutes les dispositions utiles pour assurer tout au long du processus de conception et de réalisation de l'ouvrage une approche en coût global prenant en compte la facilité d'exploitation et d'entretien maintenance ainsi que les coûts correspondants.

3.2 – SUIVI DE LA PROCEDURE POUR LE PROJET.

En application des dispositions de l'article 9 de la convention partenariale de site en date du 8 juin 2010, **l'Etablissement porteur** s'engage à présenter l'avancement du **Projet** au Comité de pilotage.

Afin de faciliter les travaux du comité de pilotage et l'instruction du **Projet**, **l'Etat** met en place un comité inter-administratif de suivi local (ci-après « **le CISL** ») chargé d'examiner les documents et d'orienter les phases les plus déterminantes de la conception et de la réalisation du **Projet**. Le **CISL** est constitué comme suit :

- un représentant de **l'Etablissement porteur**,
- un représentant de **l'Etablissement utilisateur**,
- le directeur régional des finances publiques,
- le recteur (la rectrice) de l'Académie de Toulouse,

ou leur représentant.

Le **CISL** est présidé par le recteur (la rectrice) de l'Académie de Toulouse ou son représentant.

Le secrétariat du **CISL** est assuré par le recteur (la rectrice) de l'Académie de Toulouse ou son représentant.

Le directeur du projet « Opération Toulouse Campus » ainsi que les agents comptables de **l'Etablissement porteur** et de **l'Etablissement utilisateur** sont invités à participer aux séances du **CISL**. Ils peuvent se faire assister par leurs conseils.

Peuvent également être invités à participer aux réunions de ce comité, en fonction des enjeux à traiter :

- les autres services de l'Etat concernés et notamment le service du domaine,
- les autres financeurs dont l'engagement ferme et définitif constitue un préalable au lancement des appels d'offres travaux.

Les services des administrations centrales concernées peuvent demander à y participer ou y être invités à la demande de l'un des membres.

L'ordre du jour et les documents soumis au **CISL** sont adressés aux différents participants dans un délai suffisant pour en prendre connaissance, et au minimum dix (10) jours avant la date du **CISL**.

Le **CISL** se réunit sur convocation de son président à chaque moment clef de la procédure, notamment :

a) présentation de la procédure de sélection du maître d'œuvre (composition du jury, règlement de la consultation, dossier, etc.), des dispositions prises pour assurer pendant les études et travaux une approche en coût global assurant l'atteinte des performances attendues et une bonne maîtrise des dépenses d'exploitation, de maintenance et d'entretien,

b) présentation du projet lauréat et analyse des points d'attention pour le respect d'une bonne maîtrise du projet (programme, coûts et délais), disposition prises pour maîtriser les risques correspondants,

c) présentation de l'avant-projet définitif (APD) et du coût prévisionnel des travaux faisant l'objet d'un engagement du maître d'œuvre, vérification de la tenue des objectifs et du budget de l'opération, présentation des dispositions envisagées pour une bonne maîtrise de la qualité de réalisation et des risques projet en phase chantier (allotissement, etc.),

d) présentation de l'analyse des offres et des dispositifs mis en place pour assurer la qualité de réalisation et la maîtrise des risques en phase chantier ; vérification de la tenue des objectifs et du budget de l'opération.

Les réunions du comité sont prises en compte par **l'Etablissement porteur** dans le calendrier prévisionnel joint en annexe n°3. Les dates de réunion seront fixées au plus près de ce calendrier prévisionnel après confirmation par **l'Etablissement porteur** de la disponibilité des informations nécessaires.

Le comité émet des recommandations. La prise en compte de ces recommandations incombe à **l'Etablissement porteur**.

En cours d'exécution des marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux, le **CISL** est consulté sur tout événement susceptible de mettre en jeu l'enveloppe financière maximale du projet ou son plan de financement.

L'Etablissement porteur porte à la connaissance du comité de pilotage institué par la convention partenariale de site les analyses, avis et conclusions du **CISL**.

En qualité de maître d'ouvrage, **l'Etablissement utilisateur** s'engage pendant toute la durée de la procédure d'attribution des contrats de maîtrise d'œuvre puis de travaux à :

- diligenter au mieux les procédures conformément au calendrier prévisionnel joint en annexe à la présente convention,
- respecter et faire respecter par les candidats, et donc par le maître d'œuvre retenu, les prescriptions qui figurent à l'article 2 de la présente convention portant sur la surface (SU) à construire, et les caractéristiques techniques du **Projet**,
- mener le **Projet** dans le cadre de l'enveloppe financière maximale définie à l'article 4.2 de la présente convention,
- informer les membres du comité de pilotage de l'état d'avancement des procédures et consulter le **CISL** en amont des décisions déterminantes à intervenir en leur cours,
- observer scrupuleusement les modalités de procédure telles qu'ils sont prévues et organisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et garantir notamment l'équité due aux candidats et le respect des règles de confidentialité,
- faire prendre en compte par tous les intervenants les exigences d'une approche en coût global, d'une facilité d'exploitation et d'entretien maintenance ainsi que les coûts correspondants, et faire préparer et remettre à temps les cahiers des charges des contrats d'exploitation et d'entretien maintenance à passer par **l'Etablissement utilisateur** pour la mise en service des ouvrages.

En sa qualité d'exploitant des ouvrages, **l'Etablissement utilisateur** s'engage à mettre en place, pour leur mise en service, un dispositif d'exploitation et d'entretien maintenance des

ouvrages propre à assurer l'atteinte des objectifs de performance retenus pour l'opération (notamment en termes de consommations énergétiques) et à maintenir, dans la durée, la qualité des ouvrages et leurs performances, par une maintenance et un entretien régulier.

L'Etablissement utilisateur organise en son sein, et avec les organismes de contrôle, toutes les consultations préalables en vue d'obtenir les avis et/ou autorisations nécessaires aux prises de décision inhérentes aux procédures d'attribution des contrats.

3.3 – SUIVI DES CONTRATS.

Au cours de la phase qui fait suite à la signature des différents marchés de maîtrise d'œuvre, d'une part, de travaux, d'autre part, **L'Etablissement utilisateur** s'engage à organiser un suivi attentif de l'ensemble des marchés et à en rendre compte au moins annuellement à **l'Etat**.

Il revient à **L'Etablissement utilisateur** de conclure les éventuels avenants aux contrats, s'il y a lieu, et de prononcer éventuellement leur résiliation, après consultation du **CISL** mentionné à l'article 3.2.

L'Etablissement utilisateur en tant que signataire des contrats dispose, en outre, du pouvoir de direction et de contrôle.

L'Etablissement utilisateur s'engage à mettre en place, en coordination avec **L'Etablissement porteur**, une organisation de gestion des contrats adaptée aux particularités du projet :

- en phase d'étude,
- en phase de réalisation
- et en phase d'exploitation.

3.4 – SUIVI GLOBAL DE L'OPERATION CAMPUS DE TOULOUSE

Un comité inter-administratif de suivi global de l'Opération Campus (ci-après « le **CISG** »), composé de façon similaire aux **CISL**, associera, en outre, la représentation centrale du ministère chargé de l'enseignement supérieur, et du ministère chargé du budget, et viendra compléter les différents **CISL** de Projets. Il sera présidé par le représentant du **Ministère**.

Ce dispositif aura pour objet d'une part, de veiller à ce que le calendrier de tirage de la dette de l'Opération Campus de Toulouse – donc le calendrier de réalisation des opérations – soit soutenable du point de vue de la trajectoire d'endettement public ; d'autre part, il vérifiera la soutenabilité des investissements et du Gros Entretien et Renouvellement (GER) au regard des revenus de la dotation, et de celle des coûts de fonctionnement au regard du budget de l'établissement qui les assume.

La vérification de ces points, par application du modèle financier élaboré à l'initiative du **Ministère**, conditionnera le versement de la dotation et la signature des contrats d'emprunt nécessaires pour financer les travaux.

La première réunion du **CISG** se tiendra afin d'examiner le test de soutenabilité en application du modèle financier ci-avant mentionné et préalablement à l'approbation des

contrats de prêt à l'Etablissement, notamment s'agissant des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Il se réunira, en outre, préalablement à toute évolution importante de la programmation d'ensemble de l'Opération Campus de Toulouse, notamment lorsque celles-ci pourront avoir des conséquences sur les différents aspects de soutenabilité tels que décrits ci-avant.

Le **CISG** émet des recommandations. La prise en compte de ces recommandations incombe à **l'Etablissement porteur**.

ARTICLE 4 – FINANCEMENT DU PROJET

Le financement du **Projet** couvre l'ensemble des coûts jusqu'à la prise de possession par **l'Etablissement utilisateur** : ceux relatifs aux contrats de maîtrise d'œuvre et de travaux, et les coûts annexes en dehors de ces contrats. Dans ces coûts, on distingue trois composantes : le coût représentatif de l'investissement, les coûts de fonctionnement et, le cas échéant, le coût de financement.

Les coûts du **Projet** sont ceux figurant dans le dossier d'expertise et son complément, moyennant les éventuelles remarques qui ont pu être formulées par le **Ministère**. Ces coûts actualisés serviront de référence lors de l'examen du **Projet** dans ses différentes phases de conception et de réalisation.

Le financement du **Projet** est, sous réserve du respect des engagements contractés par les établissements, assuré par **l'Etat, l'Etablissement porteur et l'Etablissement utilisateur**, les apports éventuels des collectivités territoriales et les contributions du ou des établissement(s) et organisme(s) bénéficiaires qui occuperont les locaux inclus dans le périmètre du **Projet**, selon les modalités ci-dessous.

L'ANR, agissant sur instruction de **l'Etat** (Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche), transférera en deux parties à **l'Etablissement porteur** la dotation Campus de trois cent cinquante millions d'euros (350 000 000 €) attribuée à l'opération Campus de Toulouse, afin de poursuivre la prestation de maîtrise d'œuvre en phase travaux et pour la signature des contrats de travaux et assurer ultérieurement les dépenses de gros entretien et de renouvellement (GER). Inscrite au bilan de **l'Etablissement porteur**, cette dotation non-consomptible sera déposée sur un compte ouvert dans les écritures d'un comptable du Trésor. A compter de la date de ce transfert, **l'Etablissement porteur** percevra les intérêts versés par le Trésor en rémunération de ce dépôt, selon les modalités définies dans l'arrêté interministériel du 15 juin 2010 ; le taux de rémunération résultant de la formule arrêtée par cet arrêté est de 4,032 %. Les obligations de **l'Etablissement porteur** seront précisées dans une convention tripartite de versement de la dotation passée entre celui-ci, l'Etat et l'ANR.

Pour le financement des dépenses assurées sur les revenus de la dotation Campus de Toulouse, **l'Etablissement porteur** peut recourir à la faculté d'emprunt offerte par :

- la Banque européenne d'investissement (sous réserve de la validation de la Convention de Crédit BEI par le Ministère chargé du budget et le Ministère chargé de l'enseignement supérieur), dans les conditions prévues à l'article 12 de la loi n° 2010-

1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014,

- par la Caisse des dépôts et consignations (sous réserve de la validation de la Convention de Crédit CDC par le Ministère chargé du budget et le Ministère chargé de l'enseignement supérieur).

L'Etablissement porteur assure le financement, grâce aux revenus de la dotation Campus attribuée par l'Etat (Ministère chargé de l'enseignement supérieur) à l'Opération Campus de Toulouse, des sommes devant être payées à la BEI et à la CDC au titre des emprunts souscrits par lui, conformément aux termes des Conventions de Crédit BEI et CDC.

En cas de fin anticipée des contrats, le **CISG** sera consulté afin de proposer les modalités de prise en charge des conséquences financières entre **l'Etat**, **l'Etablissement porteur** et **l'Etablissement utilisateur**.

Le plan de financement prévisionnel joint en annexe n°1 est établi sur la base des coûts et modalités précités.

4.1 - PRISE EN COMPTE DE LA TVA

Les prix des contrats comprennent la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'Etablissement utilisateur bénéficie d'un droit à déduction qui est fonction des activités réellement exercées tout au long du contrat dans les bâtiments inclus dans le périmètre du **Projet**, dans les conditions prévues par les dispositions des articles 205 et 206 de l'annexe 2 du code général des impôts, et précisées par la note du 9 décembre 2011 de la direction de la législation fiscale (DLF) de la direction générale des finances publiques (DGFIP) relative au régime de TVA sur les investissements immobiliers des opérations Campus, qui rappelle que « en cas d'utilisation exclusive des locaux pour des travaux de recherche soumis à TVA, dans la mesure où ils sont susceptibles d'aboutir à une commercialisation de leurs résultats, l'université pourrait déduire la taxe ».

L'ensemble des locaux du bâtiment neuf (soit 7145 m² SU), inclus dans le périmètre du **Projet**, sont exclusivement affectés à des activités de recherche valorisable susceptibles d'ouvrir droit à déduction de TVA, et donnent donc lieu à une telle déduction.

En complément de cette construction neuve, le **Projet** prévoit l'aménagement de 250 m² SU de locaux d'enseignement dans un bâtiment existant. Ces autres locaux, inclus dans le périmètre du **Projet**, hébergent des activités n'ouvrant pas droit à déduction de TVA.

Le dossier d'expertise du **Projet** et son plan de financement ont été établis sur une hypothèse de récupération fondée sur 100 % de récupération pour les locaux de recherche dans le bâtiment neuf, et de 0 % pour les locaux d'enseignement aménagés dans un bâtiment existant.

Pour le bâtiment neuf de l'opération CBI, **l'Etablissement utilisateur** s'engage à ne pas modifier l'affectation des locaux de recherche, évitant ainsi tout surcoût de TVA induit par une éventuelle évolution.

Les modalités de prise en charge de chacun des coûts détaillées dans les articles 4.2 à 4.4 portent sur le montant net à financer, entendu comme le coût toutes dépenses confondues, diminué de la TVA récupérée.

4.2 - COUT D'INVESTISSEMENT.

Le coût de l'investissement à réaliser dans le cadre des contrats (Maitrise d'Œuvre, entreprises...) découle des principales caractéristiques fonctionnelles et techniques du **Projet** qui figurent dans le dossier d'expertise. Apprécié au moment de la signature de la présente convention, ce coût est susceptible d'évoluer, en raison des actualisations de prix liées à l'évolution des tarifs de construction, si les hypothèses prises en compte dans l'établissement du coût prévisionnel d'investissement ne sont pas corroborées par l'évolution des index.

Ce coût d'investissement comprend :

- les coûts d'étude et de conception,
- les coûts des travaux et premiers équipements,
- les coûts de procédure,
- les assurances et taxes.

L'ensemble de ces coûts, composant le coût d'investissement, est estimé à trente-neuf millions cinq cent six mille quatre cent euros toutes taxes comprises (39 506 400 € TTC). Au-delà de ce montant, les différentes procédures de mise en concurrence (concours d'architecture et appels d'offres travaux) peuvent être déclarées sans suite.

Le coût d'investissement tel que ci-dessus défini, minoré des subventions et concours alloués, le cas échéant, par l'Agence nationale de la recherche, les collectivités territoriales, établissements publics et autres organismes intéressés au projet, majoré par le montant réservé pour couvrir les aléas, est financé sur les intérêts annuels produits par la dotation Opération Campus transférée à l'**Etablissement porteur** dans les conditions prévues au 4^{ème} alinéa de l'article 4.

Le reste est financé par l'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** selon les modalités qu'ils auront fixées entre eux (annexe n°5).

Les montants prévisionnels validés dans le cadre de la procédure d'expertise aboutissent, à titre indicatif, au partage exprimé dans le tableau ci-dessous :

	<i>(en euros constants)</i>
Investissement initial actualisé TTC TDC	39 506 400
<i>Dont TVA</i>	<i>6 584 400</i>
(-) Prestations financées par l'Etat antérieurement à la signature de la présente convention : • sur intérêts intermédiaires de la dotation ANR • à un autre titre (<i>préciser</i>)	2 244 000
(-) Subventions et cofinancements :	0
(-) TVA récupérable	6 510 400
(=) Total à financer sur les intérêts de la dotation Campus	30 752 000

Le partage définitif résultera des prix des marchés.

Si le contrat prévoit des tranches conditionnelles dans la réalisation des investissements, assorties d'une indemnité de dédit, l'engagement à la signature du contrat peut être limité au montant de la tranche ferme majoré du montant du dédit éventuel.

4.3 - COUT DE FINANCEMENT

Le coût de financement est représentatif des coûts liés à la dette levée par **l'Etablissement porteur** en vue de la réalisation du projet.

Les modalités de financement et de proposition de taux seront fixées dans les Conventions de crédit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Le coût de financement sera intégralement supporté par **l'Etablissement porteur**, sur les revenus de sa dotation. Son impact fera l'objet d'une simulation financière comme mentionnée au paragraphe 3.4.

L'Etablissement porteur doit s'assurer d'une gestion globale et concertée des besoins en financement, en corrélation avec le financement de l'ensemble des projets de sites qui lui sont attribués.

4.4 – COUTS DE FONCTIONNEMENT

Les coûts de fonctionnement inclus au contrat comportent, notamment, des frais d'entretien, de maintenance et d'exploitation.

Ces frais sont étroitement subordonnés à la conception du **Projet**, aux documents de consultation des entreprises et aux stipulations des contrats. Ils découlent également des choix effectués par **l'Etablissement utilisateur** dans l'utilisation de l'équipement mis à sa disposition. En outre, maintenance et exploitation sont particulièrement visées par une gestion sur objectifs de performance qui nécessite la mise en place de tableaux de bord surveillés dans la durée.

Alors que le **Ministère** ne peut être comptable de ces différents facteurs de coût, il est légitime d'intéresser **l'Etablissement porteur et l'Etablissement utilisateur** aux résultats de cette gestion.

En conséquence, la prise en charge financière de ces coûts est partagée entre **l'Etablissement porteur et l'Etablissement utilisateur** selon les modalités suivantes :

- **l'Etablissement porteur** prend en charge les coûts du gros entretien renouvellement (GER) ;
- **l'Etablissement utilisateur** prend en charge la totalité des autres coûts de fonctionnement.

Les montants prévisionnels validés dans le cadre de la procédure d'expertise aboutissent, à titre indicatif, au partage exprimé dans le tableau ci-dessous :

GER	Total	Etablissement porteur		Etablissement utilisateur	
		montant	%	montant	%
GER	205 505	205 505	100	0	0
TVA à financer	0	0	100	0	0

Exploitation-maintenance	Total	Etablissement porteur		Etablissement utilisateur	
		montant	%	montant	%
Maintenance	178 333	0	0	178 333	100
Exploitation	174 167	0	0	174 167	100
Taxes et impôts autres que TVA		0	0		100
Frais de gestion		0	0		100
TVA à financer	0	0	0	0	100
Total exploitation maintenance	352 500	0	0	352 500	100

La prise en charge par les **Etablissements** ci-dessus définie évolue selon les formules de révision de prix indicées retenues aux différents contrats.

L'**Etablissement porteur** s'engage à doter, sur les revenus de sa dotation, à compter de la mise en service des ouvrages, une provision pour le GER du projet. Lorsque des dépenses de GER devront intervenir dans le cadre du plan GER des ouvrages, l'**Etablissement utilisateur** adressera une demande de financement à l'**Etablissement porteur**. Ce dernier assurera le financement des travaux, conformément au plan GER ayant servi à dimensionner les provisions effectuées, en tirant sur la provision constituée à cet effet.

Le montant des frais de fonctionnement incombant à l'**Etablissement utilisateur** sera pris en charge par ce dernier sur son budget courant, sans soutien financier spécifique de l'**Etat**.

4.5 – AUTRES COUTS

L'ensemble des coûts du **Projet** autres que ceux mentionnés aux paragraphes 4.2 à 4.4 est à la charge exclusive de l'**Etablissement utilisateur**.

4.6 - DISPOSITIONS DIVERSES

Les ressources attribuées par le **Ministère** à l'**Etablissement utilisateur** pour la rémunération des contrats de maîtrise d'œuvre et des contrats de travaux sont strictement réservées à cet usage. L'**Etablissement utilisateur** devra pouvoir, à tout moment, produire des éléments de comptabilité permettant d'établir le respect de cette stipulation.

5 – GESTION DES RISQUES INHERENTS AU PROJET.

La convention (Annexe 5) liant l'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** pour le **Projet**, définit précisément la répartition des risques entre ceux-ci.

5.1 – RISQUES ANTERIEURS A LA PRISE DE POSSESSION.

L'**Etablissement utilisateur** fait son affaire des surcoûts induits par les adaptations des caractéristiques du bâtiment susceptibles d'intervenir à sa demande avant la mise à disposition des bâtiments.

Afin d'évoquer les modalités de prise en charge des conséquences financières induites par une modification majeure des caractéristiques du **Projet** et des stipulations des différents contrats, l'**Etat**, l'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** se concertent préalablement à toute décision dans le cadre du CISL visé à l'article 3.2.

L'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** font également leur affaire des surcoûts induits par une gestion erronée ou défailante des contrats, notamment tous ceux correspondant à un transfert indu vers la personne publique de risques contractuellement ou légalement à la charge du titulaire du contrat.

5.2 – RISQUES POSTERIEURS A LA PRISE DE POSSESSION.

L'**Etablissement utilisateur** fait son affaire des effets et des risques liés à un usage anormal des bâtiments et des effets des dysfonctionnements qui peuvent affecter le **Projet**, sans préjudice des pénalités qu'il peut infliger aux prestataires en conséquence de l'inobservation des obligations ou des performances contractuellement convenues, ou d'un déficit de qualité.

L'**Etablissement porteur** et l'**Etablissement utilisateur** font leur affaire de toute modification du coefficient de déduction de la TVA induit par l'usage qu'ils font des bâtiments.

ARTICLE 6 – DUREE.

La présente convention est conclue pour une durée de 30 ans.

ARTICLE 7 – REVISION.

La présente convention peut être révisée par avenant conclu entre les parties.

La dévolution du patrimoine prévue à l'article L719-14 du code de l'éducation, si elle intervenait au bénéfice de l'**Etablissement utilisateur** pendant la durée de la présente convention, appellerait la passation d'un avenant.

Fait en cinq (5) exemplaires originaux, le

SIGNATAIRES :

Pour l'**Etat** : Ministre ou DGESIP

Pour le **Rectorat** : le Recteur ou son représentant.

Pour l'**Etablissement porteur** : Président,

Pour l'**Etablissement utilisateur** : Président,

Annexe 1 : plan de financement prévisionnel

Annexe 2 : tableau des échéances de financement

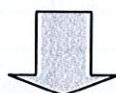
Annexe 3 : calendrier prévisionnel

Annexe 4 : dispositif de gestion du projet (organisation et moyens)

Annexe 5 : convention entre les établissements pour la conception et l'utilisation du Projet

Annexe 1 : Plan de financement prévisionnel

OPERATION		bâtiment neuf CBI : Centre de Biologie Intégrative		salles de cours	Total Projet CBI
Etablissement bénéficiaire		UT3 Paul Sabatier			
site		campus Rangueil			
construction		surface SHON	10 400 m ²		
		surface utile	7 145 m ²	250 m ²	7 395 m ²
		coût travaux HT	21 340 000 €	250 000 €	21 590 000 €
		coût opération HT	30 405 334 €	350 000 €	30 755 334 €
Dépenses annexes	déconstructions	surfaces SHON	12 600 m ²		12 600 m ²
		coût HT	1 500 000 €		1 500 000 €
	premiers équipements /déménagements	coût HT	646 667 €	20 000 €	666 667 €
	opération relogement provisoire	coût HT	- €		- €
coût total HT			32 552 000 €	370 000 €	32 922 000 €
TVA			6 510 400 €	74 000 €	6 584 400 €
taux récupération de TVA			100%	0%	
TVA récupérable			6 510 400 €	- €	6 510 400 €
coût total TTC			32 552 000 €	444 000 €	32 996 000 €



Coût de l'opération		Financements	
Concours et procédure	311 000 €		
Etudes et conception	3 952 485 €		
Travaux, équipements et aléas	28 288 515 €	Financement sur revenus de la dotation ANR	2 244 000 €
salles d'enseignement	370 000 €		
Total HT	32 922 000 €		
TVA	6 584 400 €		
Total TTC	39 506 400 €	Prise en charge par l'Etablissement porteur sur les revenus de sa dotation*	30 752 000 €
TVA récupérable	6 510 400 €		
Montant opération	32 996 000 €	TOTAL	32 996 000 €

*Détail du financement prévisionnel sur les revenus de la dotation :

Revenus directs de la dotation (post transfert)	2 752 000 €
Emprunt BEI	15 000 000 €
Emprunt CDC	13 000 000 €
TOTAL	30 752 000 €

Annexe 2 : Tableau des échéances de financement**Montants trimestriels prévisionnels**

Année	Trim.	Montant
2015	3	- €
	4	800 000 €
2016	1	- €
	2	450 000 €
	3	600 000 €
	4	100 000 €
2017	1	- €
	2	250 000 €
	3	1 000 000 €
	4	3 800 000 €
2018	1	4 500 000 €
	2	3 500 000 €
	3	3 500 000 €
	4	3 637 000 €
2019	1	3 512 000 €
	2	3 710 000 €
	3	1 725 000 €
	4	1 912 000 €
TOTAL		32 996 000 €

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Appel à candidatures	décembre 2014	réalisé
Sélection des candidats	mars 2015	réalisé
Sélection Maitrise d'Œuvre	juin 2015	réalisé
Dépôt Permis de Construire	mars 2016	réalisé
Appels d'Offres Travaux	novembre 2016	réalisé
Début des Travaux	septembre 2017	prévisionnel
Réception des Travaux	septembre 2019	prévisionnel
Installation dans les locaux	novembre 2019	prévisionnel

Annexe 4 : Dispositif de gestion du projet (organisation et moyen)

1. Organisation générale « Toulouse campus »

Le passage en Maîtrise d'Ouvrage Publique

Concernant les opérations du projet Toulouse campus « Grand Sud-Est », en mars 2013, la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a autorisé l'abandon de la procédure de Partenariat Public Privé et le recours à la maîtrise d'ouvrage publique (MOP). Le financement sera assuré essentiellement par des emprunts de l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (UFTMiP), d'une part à la Banque Européenne d'Investissement, et d'autre part à la Caisse des Dépôts et Consignations. Les revenus de la dotation Campus à l'UFTMiP serviront à payer les annuités de remboursement de ces prêts et devront également couvrir l'ensemble des coûts de GER (Gros Entretien et Renouvellement) pour tous les bâtiments concernés.

Le lancement de douze opérations immobilières est ainsi prévu pour un montant total de travaux estimé à ce stade par l'UFTMiP à environ 135 millions d'euros HT.

En 2013, une treizième opération qui correspond au projet de soufflerie aéro-acoustique à l'Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace (ISAE) a pour sa part bénéficié d'un financement de 5,9 millions d'euros dans le cadre des intérêts intermédiaires de revenus de la dotation. Elle est actuellement menée en conception - réalisation directement sous maîtrise d'ouvrage de l'ISAE.

Ces opérations immobilières viennent s'ajouter aux trois premières opérations « Toulouse campus » précédemment menées sous maîtrise d'ouvrage publique par la COMUE (Maison de la Recherche et de la Valorisation - livrée en avril 2013 ; Espace Clément Ader - livré en octobre 2013) et par la Ville de Toulouse (bâtiment siège de l'UFTMiP au Quartier des Sciences, 41 Allées Jules Guesde - livré en juillet 2015).

L'autre condition importante de ces nouvelles modalités de mise en œuvre du projet Toulouse campus, est la mise en place de toutes les dispositions utiles pour assurer tout au long du processus de conception et de réalisation de chaque ouvrage une approche en coût global prenant en compte la facilité d'exploitation, d'entretien maintenance et de Gros Entretien et Renouvellement (GER) ainsi que les coûts correspondants. C'est un point central qui se retrouve donc dans l'ensemble des démarches de mise en œuvre de ces opérations immobilières.

L'organisation de suivi et de mise en œuvre du Projet Toulouse campus est aujourd'hui adaptée à la réalisation simultanée d'un nombre important d'opérations immobilières en Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP).

Pour cela, l'UFTMiP s'appuie sur la dynamique de l'ensemble des établissements bénéficiaires de ces opérations, ainsi que sur la mobilisation de ses partenaires. Afin d'optimiser les procédures et de mutualiser les moyens et les compétences, l'UFTMiP a demandé que l'Etat confie les maîtrises d'ouvrages des opérations aux établissements bénéficiaires (UT1 Capitole, UT3 Paul Sabatier, INPT, INSA, ISAE), elle-même restant le porteur et le garant du projet Toulouse campus dans sa globalité. Les conduites des opérations sont également réparties en mobilisant les nombreuses compétences existant au sein des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche du site toulousain : Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, UT1, UT3, INPT, INSA, ISAE, CNRS, INRA, Rectorat/SACIM.

L'ensemble de ces intervenants est regroupé au sein d'un **Comité Technique** qui est réuni très régulièrement. A noter que participent également au Comité Technique les représentants des services des partenaires financiers : Région, SICOVAL, Toulouse Métropole. Le service immobilier

du Rectorat (SACIM) y participe à double titre : en tant que conducteur de certaines opérations et en tant que représentant local du Ministère de tutelle (IRE).

L'UFTMiP a par ailleurs fait appel à des prestataires chargés d'une Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) qui est mise à disposition des établissements.

Ces AMO sont chargés de :

- l'analyse technique et financière, l'actualisation et la mise en forme des pièces programmatiques qui ont été élaborées initialement dans le contexte d'un Partenariat Public Privé, et leur remise en forme pour constituer le Dossier de Consultation pour la sélection de la maîtrise d'œuvre ;
- l'assistance à la passation des concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse ;
- l'assistance à l'analyse des documents de maîtrise d'œuvre jusqu'en phase APD.

La répartition des maîtrises d'ouvrage, des conduites d'opération et des AMO des dix premières réalisations est présentée dans le tableau ci-dessous.

Opération	Maîtrise d'ouvrage	Conduite d'opération	AMO
PABS-A	INPT	INPT	A2MO
MB3	INSA	UFTMIP	A2MO
CBI	UT3 - UPS	CNRS / UFTMIP	ATHEGRAM
MRL	UT3 - UPS	SACIM (Rectorat)	Dalibard
RPHY	UT3 - UPS	SACIM (Rectorat)	A2MO
PABS-B	UT3 - UPS	INRA / UFTMiP	A2MO
MEP	UT3 - UPS	UT3 - UPS	OTEIS
MFJA	UFTMIP	UFTMIP	OTEIS
CMP	UT3 - UPS	UFTMIP	IDEAm
ESME	UT1 Capitole	UT1 Capitole	-

Les missions et l'intervention de l'UFTMiP

L'UFTMiP est l'établissement porteur du Projet « Toulouse Campus », elle est ainsi garante pour chaque opération immobilière du respect des délais et des objectifs fonctionnels, techniques et financiers tout au long des procédures de conception et de réalisation. Elle s'assure que les dispositions sont prises pour assurer pendant les études et travaux une approche en coût global assurant l'atteinte des performances attendues et une bonne maîtrise des dépenses d'exploitation, de maintenance, d'entretien, et de gros entretien de renouvellement. Elle est garante de la soutenabilité de l'ensemble des dépenses induites par les opérations pendant toutes leurs phases de conception et de réalisation, en assurant un suivi financier constant. Enfin, elle assure le financement des opérations à l'aide des revenus de la dotation « Toulouse campus » en complément des subventions qu'elle perçoit des collectivités.

Pour pouvoir tenir ces engagements, l'UFTMiP demande à l'Etablissement maître d'ouvrage (MOA) de lui présenter, pour validation :

- toutes les pièces programmatiques du Projet ;

- le contenu des pièces de consultation pour la sélection de la maîtrise d'œuvre (AAPC, Règlements de Consultation, Dossiers de consultation, composition des jurys) ;
- l'analyse administrative et technique des dossiers de candidatures, puis des projets élaborés par les candidats qui auront été admis à participer au concours ;
- les dossiers d'études APS et APD précisant le coût prévisionnel des travaux faisant l'objet d'un engagement du maître d'œuvre et les dispositions retenues pour une bonne maîtrise de la qualité de réalisation et des risques projet en phase chantier (allotissement, etc.) ;
- le dossier PRO ;
- le DCE et l'analyse des offres des marchés de travaux ;
- toute modification susceptible de mettre en jeu le respect des délais et des objectifs fonctionnels, techniques et financiers de l'opération.

Pour toutes les autres prestations liées à l'opération (assistance, conseils, expertises, études, contrôles), l'Etablissement porte à la connaissance de l'UFTMP les pièces de consultation, puis l'identité des prestataires retenus, ainsi que tous les rapports et documents produits par ceux-ci.

L'UFTMiP et l'Etablissement MOA organisent une **revue de Projet** destinée à présenter l'avancement de l'opération sous tous ses aspects : administratifs, techniques, financier, planning. Chaque réunion de revue de Projet a notamment comme objectif d'actualiser le tableau prévisionnel des versements trimestriels faits par l'UFTMiP au profit de l'Etablissement maître d'ouvrage. La fréquence de ces réunions de revue de Projet dépend de l'intensité des activités liées à l'opération. Elle ne peut cependant être inférieure à une fréquence trimestrielle. Ce rythme permet à la fois un suivi technique et financier très régulier de l'opération et une optimisation du déblocage des fonds et du recours à l'emprunt.

Rôle et moyens du Service Immobilier et Aménagement

Le Service Immobilier et Aménagement (SIA) a été mis en place à partir de la fin 2009 dans le cadre de la mise en action du projet Toulouse campus.

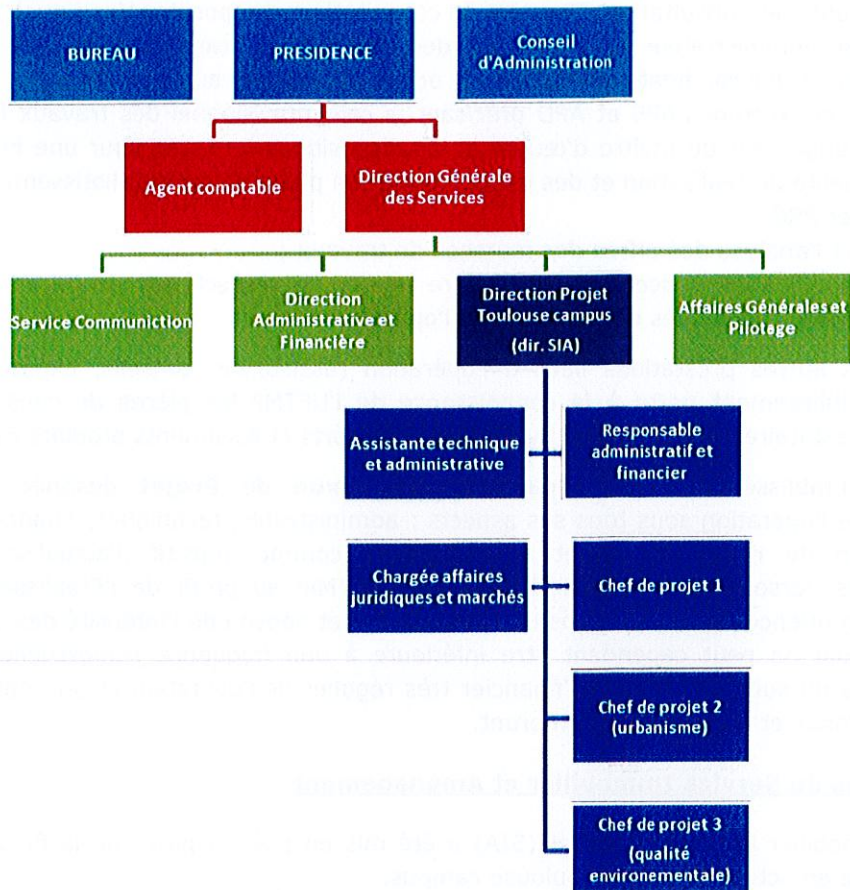
La définition des missions du service et des moyens qui sont alloués au SIA s'appuie sur la description faite dans la « Convention Opération Campus - Ingénierie de Projet » signée le 22 décembre 2009 par l'UFTMiP, l'Etat et les Etablissements concernés. A travers cette convention, le SIA est notamment chargé de la planification du projet Toulouse campus (schéma directeur immobilier et aménagement, études de faisabilité, pré-programmes et programmes des opérations immobilières, définition des procédures contractuelles ...) et de son pilotage général (coordination de tous les intervenants, tenue du planning, vérification et respect de la faisabilité financière ...).

En juin 2016, ce service regroupe 7 personnes (2 titulaires et 5 contractuels) dédiés à l'Opération Toulouse campus recrutées par l'UFTMiP sur fiche de poste par un jury réunissant des représentants de l'UFTMiP et des Etablissements. Les opérations budgétaires du SIA font l'objet d'un suivi particulier en tant que Service Administratif à Comptabilité Distincte.

Pour chaque opération, un chef de projet du SIA a été désigné comme référents pour les Etablissements.

Ces référents ont pour mission de :

- préparer les validations des documents et étapes que doit réaliser l'UFTMiP ;
- préparer les CISL, CISG et réunions du Comité de Pilotage partenarial de site ;
- organiser les réunions de revue de Projet, les animer et en faire le compte-rendu ;
- réaliser le suivi contractuel et financier des AMO mis à disposition des MOA ;
- suivre l'évolution du planning et des montants engagés et prévisionnels des opérations afin de permettre la vérification continue de la soutenabilité de l'ensemble des dépenses induites par les opérations du Projet « Toulouse Campus » ;
- être les interlocuteurs privilégiés du SIA pour l'Etablissement MOA et le conducteur d'opération (COP).



Afin de faciliter notamment les étapes de validation, les Etablissements MOA associent en continu le référent du SIA au travail technique et administratif qui est coordonné par le conducteur d'opération (COP) désigné par le MOA. Si l'Etablissement MOA le souhaite et le demande, les chefs de projet référents du SIA peuvent aller au-delà du suivi et participer activement au travail sous la coordination du COP.

L'organigramme fonctionnel du SIA est présenté ci-dessous. Le SIA possède trois chefs de projet dont un ingénieur Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) qui, pour toutes les opérations, est systématiquement associé par le COP à toutes les tâches techniques liées aux enjeux énergétiques et environnementaux.

Chaque chef de projet est référent de plusieurs opérations, mais il peut également être conducteur d'opération pour un Etablissement (c'est le cas des opérations MB3 pour l'INSA et Chimie Matériaux Procédés pour l'UPS), co-conducteur (avec la CNRS pour le Centre de Biologie Intégrative de l'UPS) ou représenter l'UFTMiP en tant que maître d'ouvrage (Maison de la Formation Jacqueline Auriol).

Par ailleurs, l'agent responsable administratif et financier qui est en place au SIA depuis novembre 2015 doit coordonner et suivre :

- la gestion des financements :
 - Préparation, mise en œuvre et suivi des conventions de financement (MENESR, ANR, collectivités) ;
 - Préparation et suivi des dossiers administratifs, juridiques et financiers d'emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Banque Européenne d'Investissement ;
 - Mise en œuvre et actualisation des outils informatiques de simulation et suivi de la soutenabilité financière de l'Opération Toulouse campus ;

- Pilotage, suivi et optimisation des plannings et échéanciers d'appels de fonds.
- la gestion des dépenses et versements :
 - pour les parties administratives et financières : participation à la préparation, mise en œuvre et suivi des conventions liant l'UFTMiP et les Etablissements utilisateurs et/ou maîtres d'ouvrage ;
 - élaboration et suivi des tableaux de bord financiers des opérations immobilières (concours, études de conception et travaux), en relation avec les conducteurs d'opération, les chefs de projets du SIA et les établissements maître d'ouvrage ;
 - Pilotage, suivi et optimisation des plannings et échéanciers de versements trimestriels de fonds aux établissements maître d'ouvrage.

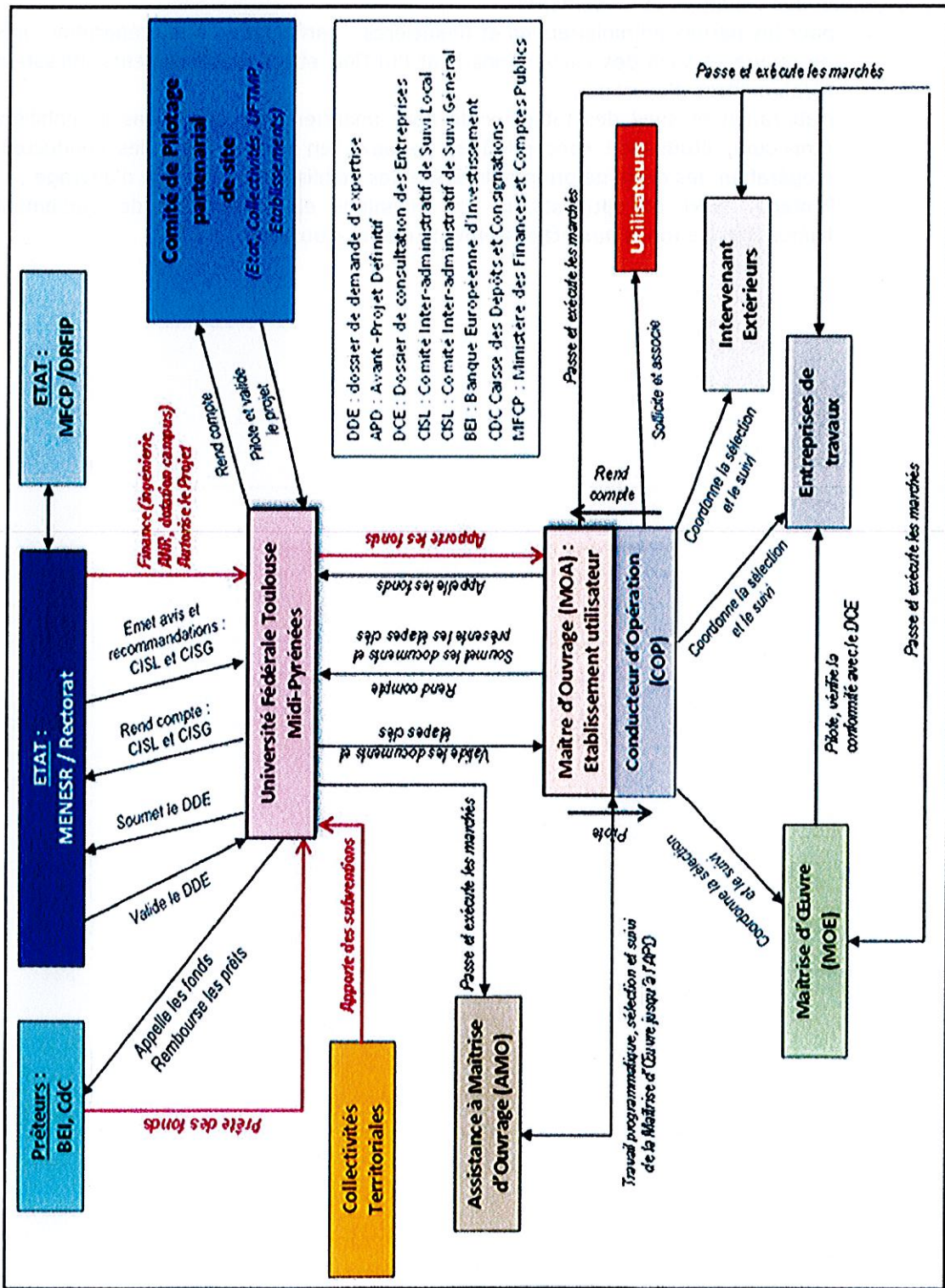
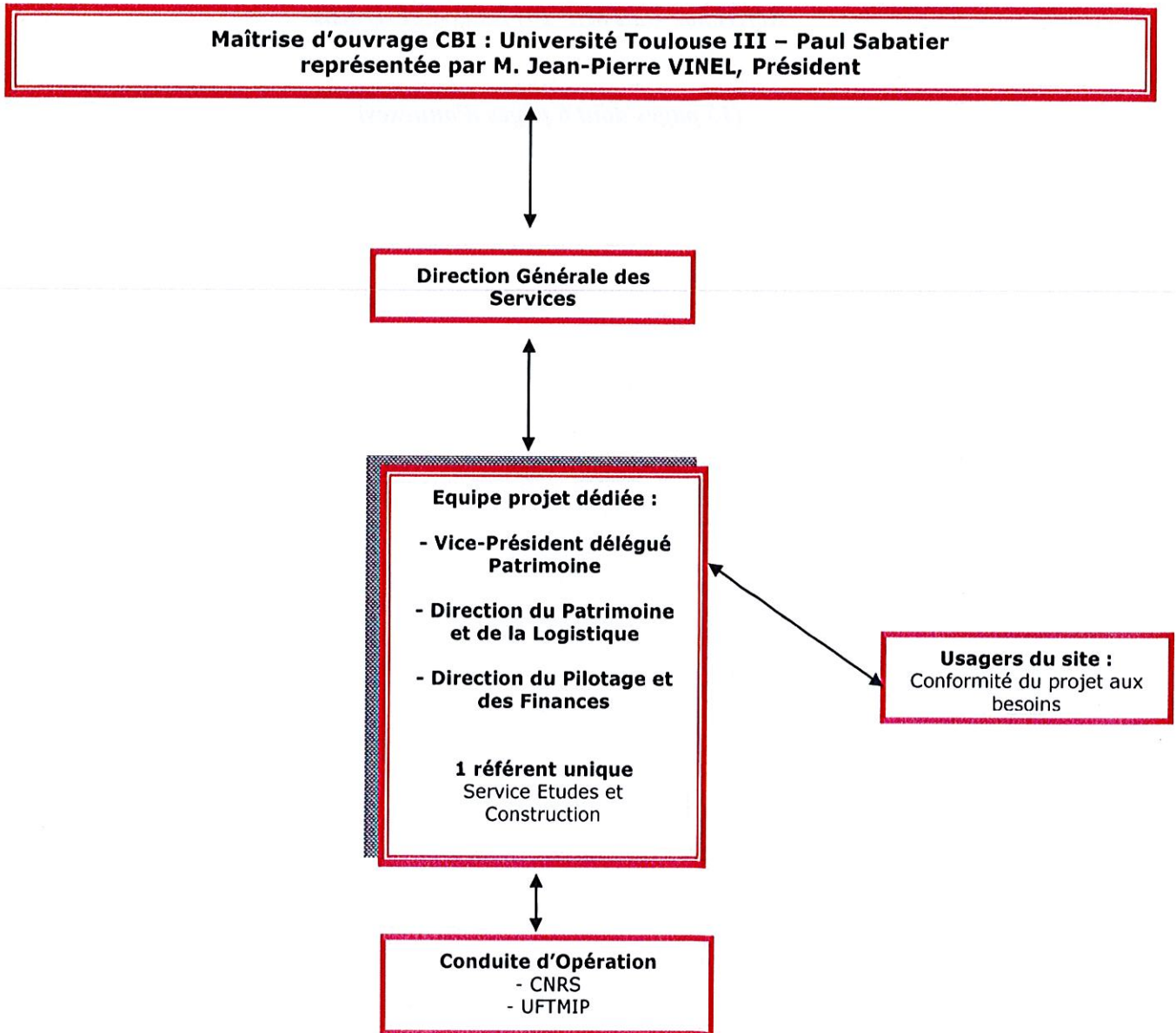


Schéma fonctionnel général du Projet Toulouse campus

2. Dispositif de gestion de l'opération CBI

Ce schéma fonctionnel général est appliqué dans le cas de l'opération CBI pour le suivi et les interactions UFTMiP / CNRS / UT3 UPS.

Le Schéma ci-dessous récapitule l'organisation de l'équipe projet pour cette opération immobilière :



**Annexe 5 : Convention entre les établissements pour la conception et l'utilisation du
Projet**

Référence UFTMiP 2017-xxx-CIF-D-SIA

(15 pages dont 6 pages d'annexes)



UFTMiP : 2017-xxx-CIF-D-SIA

CONVENTION LIANT L'ETABLISSEMENT PORTEUR ET L'ETABLISSEMENT UTILISATEUR DU PROJET

intitulé

Centre de Biologie Intégrative - CBI

Entre

L'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 41, allées Jules Guesde - CS 61321 - 31013 TOULOUSE CEDEX 6, représentée par son Président, Monsieur Philippe RAIMBAULT,

ci-après dénommée « UFTMiP »,

d'une part

et :

L'Université Toulouse 3 Paul Sabatier, dont le siège se situe 118 route de Narbonne, 31062 TOULOUSE CEDEX 9, représenté par son président Monsieur Jean-Pierre VINEL,

ci-après dénommé « UT3-UPS »,

d'autre part

l'ensemble étant désigné par « les Parties »

il est convenu ce qui suit.

PREAMBULE :

Lauréat de l'appel à projets « Opération Campus » lancé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'UFTMiP s'est vu confirmer la validation définitive du dossier « Toulouse Campus » en février 2009. Une convention partenariale de site a été signée le 8 juin 2010. Elle entérine la participation financière au côté de l'Etat des différentes collectivités locales.

Dans ce cadre, l'UFTMiP entreprend une opération immobilière intitulée : **Centre de Biologie Intégrative** (ci-après « CBI ») sur le site de l'Université Toulouse III Paul Sabatier, campus de Rangueil à Toulouse. Pour mener cette opération, l'UFTMiP et l'UT3-UPS ont retenu la procédure de maîtrise d'ouvrage publique avec recours à une maîtrise d'œuvre privée, suivie d'appels d'offres de travaux (MOP).

L'opération CBI donne lieu à une convention de réalisation signée entre l'Etat, l'UFTMiP et l'UT3-UPS (réf. 2017-xxx-CIF-M-SIA). Cette dernière définit les engagements de l'Etat, de l'UFTMiP (Etablissement porteur) et de l'UT3-UPS (Etablissement utilisateur) dans le cadre des procédures conduisant à l'attribution, la passation et l'exécution des contrats de maîtrise d'œuvre, puis des contrats de travaux pour la conception, la construction du bâtiment et des installations concernés par le Projet CBI.

La présente convention entre les établissements pour la conception et l'utilisation du Projet, qui est annexée à la convention de réalisation, s'inscrit également dans le cadre de la convention d'utilisation des intérêts intermédiaires de la dotation campus pour les opérations PABS-A, MB3,

RPHY et CBI entre l'Etat, l'ANR et l'UFTMiP, signée le 6 mai 2015 (réf. 2015-002-SIA), par laquelle l'Etat a confié la maîtrise d'ouvrage de l'opération immobilière CBI à l'UT3-UPS.

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature au lieu et place de la convention 2015-284-CIF-D-SIA signée par l'UFTMiP et l'UT3-UPS le 17 juillet 2015 qui, dans l'attente de la signature de la convention de réalisation visée alinéa 3, régissait les rapports entre l'établissement porteur et l'établissement utilisateur.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DE L'OPERATION.....	3
ARTICLE 3 - PROCEDURE EN PHASES DE CONCEPTION ET DE REALISATION	3
Article 3.1 : Maîtrise d'ouvrage	3
Article 3.2 : Modalités de suivi et validation par l'UFTMiP.....	4
ARTICLE 4 - PROCEDURE EN PHASE D'EXPLOITATION ET MAINTENANCE	5
ARTICLE 5 - FINANCEMENT DES ETUDES ET TRAVAUX	6
Article 5.1. : Montants financiers.....	6
Article 5.2 : Financement assuré par l'UFTMiP	7
Article 5.3 : Modalités de versement.....	7
ARTICLE 6 - FINANCEMENT DU GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT	7
ARTICLE 7 - PRISE EN COMPTE DE LA TVA.....	8
ARTICLE 8 - COMMUNICATION	8
ARTICLE 9 - CONDITIONS DE FINANCEMENT.....	8
ARTICLE 11 - LITIGES, ACTIONS EN RESPONSABILITE	8
ARTICLE 12 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE	9
ARTICLE 13 - REVISION.	9
ANNEXES	10
Annexe 1 : Tableau prévisionnel des versements trimestriels.....	10
Annexe 2 : Premiers équipements et dépenses annexes.....	11

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'opération immobilière CBI sera conçue, réalisée puis mise à disposition et exploitée par l'UT3-UPS, établissement utilisateur.

Cette présente convention porte notamment les engagements réciproques de l'UFTMiP et de l'UT3-UPS concernant :

- Les modalités de maîtrise d'ouvrage et de conduite d'opération ;
- Les modalités de financement des études et des travaux ;
- Les modalités de suivi et de prise en charge de l'entretien-maintenance et du gros entretien renouvellement.

Elle est annexée à la convention de réalisation signée entre l'Etat, l'UFTMiP et l'UT3-UPS n°2017-xxx-CIF-M-SIA citée en préambule.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le projet CBI recouvre deux opérations immobilières :

- la réalisation d'un bâtiment neuf qui hébergera le nouveau Centre de Biologie Intégrative ;
- l'aménagement de salles d'enseignement dans un bâtiment existant à proximité du nouveau Centre de Biologie Intégrative.

Le Centre de Biologie Intégrative a pour vocation d'accueillir des équipes de recherche concernées par la biologie intégrative et d'offrir un espace privilégié où les relations public-privé pourraient être développées dans les meilleures conditions.

L'objet de l'opération pour cette partie recherche concerne la construction d'un nouveau bâtiment jouxtant l'Institut de Biologie Cellulaire et de Génétique du CNRS (IBCG), pour créer un lieu associant la recherche universitaire et le monde socio-économique.

Le Centre de Biologie Intégrative accueillera 3 laboratoires :

- le Laboratoire de Biologie Cellulaire et Moléculaire du Contrôle de la Prolifération (LBCMCP),
- le Centre de Biologie du Développement (CBD),
- le Centre de Recherches sur la Cognition Animale (CRCA).

La surface à bâtir est de 7145 m² de surface utile dont 5480 m² SU de laboratoires, plateformes techniques et animaleries. Cette opération doit s'accompagner de la démolition d'un bâtiment de 12600 m² SHON devenu obsolète.

En parallèle, dans le cadre du projet CBI, il est prévu d'aménager 250 m² de surface utile de salles d'enseignement dans un bâtiment existant à proximité du bâtiment qui sera construit.

ARTICLE 3 - PROCEDURE EN PHASES DE CONCEPTION ET DE REALISATION

Article 3.1 : Maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de l'article L.762-2 du Code de l'éducation, et à la demande conjointe de l'UFTMiP et de l'UT3-UPS, l'Etat a confié à l'UT3-UPS, Etablissement utilisateur, qui l'a accepté, la responsabilité d'exercer la maîtrise d'ouvrage de l'opération ainsi que les responsabilités de pouvoir adjudicateur en vue de l'attribution des contrats et de leur suivi pour l'intégralité de leur durée.

L'article 3 de la convention de réalisation précitée détaille les tâches et responsabilités qui incombent à l'UT3-UPS en tant que maître d'ouvrage de l'opération et pouvoir adjudicateur, pendant les phases de conception et de réalisation de l'opération immobilière.

L'UT3-UPS déclare avoir par ailleurs confié la conduite de l'opération conjointement à la délégation Midi-Pyrénées du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et à l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (UFTMiP).

L'UFTMiP, en tant que porteur du Projet CBI et de l'ensemble des autres Projets « Toulouse Campus », doit notamment :

- présenter l'avancement du Projet aux Comités Inter-administratifs de Suivi Local et Général (CISL et CISG) ;
- prendre en compte toutes les recommandations du CISL et du CISG ;
- consulter le CISL sur tout événement susceptible de mettre en jeu l'enveloppe financière maximale de l'opération, son planning d'exécution ou son plan de financement ;
- présenter l'avancement du Projet au Comité de Pilotage Partenarial, ainsi que toutes les analyses, avis et conclusions du CISL.

L'UT3-UPS s'engage à participer aux réunions du CISL concernant le Projet CBI, ainsi qu'aux réunions du CISG. L'UT3-UPS apporte son soutien à l'UFTMiP pour toutes les présentations de l'avancement du Projet. L'UT3-UPS s'engage à prendre en compte toutes les recommandations du CISL et à appliquer toutes les décisions du Comité de Pilotage Partenarial que l'UFTMiP sera amenée à porter à sa connaissance, le tout dans le respect des règles.

Au cours de la phase qui fait suite à la signature des différents marchés de maîtrise d'œuvre, d'une part, de travaux, d'autre part, l'UT3-UPS s'engage à organiser un suivi attentif de l'ensemble des marchés et à en rendre compte au moins annuellement à l'Etat.

Article 3.2 : Modalités de suivi et validation par l'UFTMiP

En tant que porteur du Projet CBI, l'UFTMiP veille au respect des délais et des objectifs fonctionnels, techniques et financiers tout au long des procédures de conception et de réalisation de ce Projet.

Elle veille à ce que les dispositions soient prises pour assurer pendant les études et travaux une approche en coût global assurant l'atteinte des performances attendues et une bonne maîtrise des dépenses d'exploitation, de maintenance, d'entretien, et de gros entretien de renouvellement. Elle est garante de la soutenabilité de l'ensemble des dépenses induites par les Projets « Toulouse Campus », pendant toutes leurs phases de conception-réalisation, en assurant un suivi notamment à l'aide du "modèle financier" approuvé et fourni par le MENESR et le Ministère chargé du budget et des dépenses publiques.

En conséquence, l'UT3-UPS s'engage à présenter à l'UFTMiP, pour validation :

- toutes les pièces programmatiques du Projet ;
- le contenu des pièces de consultation pour la sélection de la maîtrise d'œuvre (AAPC, Règlements de Consultation, Dossiers de consultation, composition des jurys) ;
- l'analyse administrative et technique des dossiers de candidatures, puis des projets élaborés par les candidats qui auront été admis à participer au concours ;
- les dossiers d'études Avant-Projet Sommaire (APS) et Avant-Projet Sommaire (APD) précisant le coût prévisionnel des travaux faisant l'objet d'un engagement du maître d'œuvre et les dispositions retenues pour une bonne maîtrise de la qualité de réalisation et des risques du Projet en phase chantier (allotissement, etc.) ;
- le dossier PRO (projet) ;
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et l'analyse des offres des marchés de travaux ;
- toute modification susceptible de mettre en jeu le respect des délais et des objectifs fonctionnels, techniques et financiers de l'opération.

Ces étapes de validation sont prises en compte par l'UT3-UPS dans le calendrier prévisionnel de l'opération.

Tout au long de la procédure de maîtrise d'ouvrage publique (sélection de la maîtrise d'œuvre et appels d'offres de travaux), l'UT3-UPS s'engage à impliquer l'UFTMiP dans chaque jury ou commission de choix, en invitant avec voix délibérative *a minima* le (la) président(e) de l'UFTMiP ou son (sa) représentant(e), et le(la) directeur(rice) du projet Toulouse Campus ou son (sa) représentant(e).

Pour toutes les autres prestations liées à l'opération (assistance, conseils, expertises, études, contrôles), l'UT3-UPS porte à la connaissance de l'UFTMiP les pièces de consultation, puis l'identité des prestataires retenus, ainsi que tous les rapports et documents produits par ceux-ci.

L'UFTMiP met gratuitement à la disposition de l'UT3-UPS une assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) qui est chargée de :

- l'analyse technique et financière des pièces programmatiques qui ont été élaborées initialement dans le contexte d'un Partenariat Public Privé, et leur remise en forme pour constituer le Dossier de Consultation pour la sélection de la maîtrise d'œuvre ;
- l'assistance à la passation des concours de maitrise d'œuvre sur esquisse notifiée via une tranche conditionnelle 1;
- l'assistance à l'analyse des documents de maitrise d'œuvre jusqu'en phase APD notifiée via une tranche conditionnelle 2.

L'UT3-UPS a pris connaissance des termes et des conditions d'intervention de cette assistance à maîtrise d'ouvrage tels que précisés dans les pièces du marché UFTMiP 2014-07. L'UFTMiP associe l'UT3-UPS à toutes les décisions qu'elle est amenée à prendre en tant que pouvoir adjudicateur de cette assistance.

En cas de mission complémentaire, demandée par l'UT3-UPS et l'UFTMiP et entraînant un avenant à ce marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, les dépenses correspondant à cet avenant seront déduites des montants versés par l'UFTMiP à l'UT3-UPS pour la prise en charge des coûts de l'opération.

L'UFTMiP et l'UT3-UPS organisent une **revue de Projet** destinée à présenter l'avancement de l'opération sous tous ses aspects : administratifs, techniques, financier, planning. Chaque réunion de revue de Projet a notamment comme objectif d'actualiser le tableau prévisionnel des versements trimestriels (voir l'Annexe 1 de la présente convention). La fréquence de ces revues de Projet dépend de l'intensité des activités liées à l'opération. Elle ne peut cependant être inférieure à une fréquence trimestrielle. L'UFTMiP et l'UT3-UPS fixent ensemble l'ordre du jour, la date et la liste des participants.

L'UT3-UPS communique en temps voulu à l'UFTMiP les calendriers des réunions Maitrise d'Ouvrage / Maîtrise d'Œuvre ainsi que les projets d'ordre du jour afin que l'UFTMiP puisse participer à ces réunions si elle le juge nécessaire.

ARTICLE 4 - PROCEDURE EN PHASE D'EXPLOITATION ET MAINTENANCE

En sa qualité d'exploitant des ouvrages, l'UT3-UPS s'engage à mettre en place, pour leur mise en service, un dispositif d'exploitation et d'entretien-maintenance des ouvrages propre à assurer l'atteinte des objectifs de performance retenus pour l'opération (notamment en termes de consommations énergétiques) et à maintenir, dans la durée, la qualité des ouvrages et leurs performances, par une maintenance et un entretien régulier.

L'UFTMiP en tant que porteur du Projet veille au respect de ces conditions d'exploitation et d'entretien-maintenance des ouvrages. Elle est directement concernée en prenant en charge les coûts du GER (gros entretien renouvellement).

En conséquence, l'UT3-UPS s'engage à présenter à l'UFTMiP, pour information, un Dossier d'Exploitation Maintenance (EM) précisant, pour le bâtiment et les équipements inclus dans le périmètre du Projet, l'organisation et les moyens à mettre en place pour l'exploitation-maintenance et le GER ultérieurs.

Le Dossier d'Exploitation Maintenance, qui est produit au plus tard six (6) mois avant la date prévisionnelle de la fin des travaux, précise notamment :

- la politique et la stratégie de maintenance de l'établissement ;
- l'organisation de l'entretien - maintenance ;
- le management de l'entretien - maintenance ;
- le budget prévisionnel d'entretien-maintenance et de gros entretien de renouvellement (niveaux 1 à 3 (EM), d'une part, niveaux 4 et 5 (GER), d'autre part) ;
- les cahiers des charges des contrats d'exploitation et d'entretien maintenance pour la mise en service des ouvrages.

L'UT3-UPS informe l'UFTMiP lors des procédures de sélection des titulaires des contrats de maintenance.

Avant la mise en service du bâtiment, l'UT3-UPS doit présenter au ministère chargé de l'enseignement supérieur l'ensemble des contrats conclus conformément au Dossier d'Exploitation Maintenance transmis pour information par l'UFTMiP.

A la mise en service du bâtiment, l'UT3-UPS communique à l'UFTMiP, le Plan de Maintenance et le Plan de GER, détaillés par lots et ouvrages techniques.

Le Plan de Maintenance concerne les opérations de maintenance préventive et corrective de niveau 1 à 3 au sens de la norme (AFNOR FD X 60-000). Il est élaboré annuellement et couvre une période de plusieurs années.

Le Plan de GER, qui peut être calé sur une durée supérieure à vingt-cinq ans, concerne les opérations de maintenance préventive et corrective de niveau 4 à 5 au sens de la norme. Il est constitué des éléments suivants :

- les objectifs des opérations de GER en rapport avec la politique et la stratégie de maintenance et les interfaces avec le Plan de Maintenance, en particulier le mode de répartition choisi entre maintenance courante et GER ;
- un référentiel prévisionnel planning-coût des opérations de GER sur 25 ans, détaillé par lots et ouvrages techniques, avec mention des opérations de renouvellement à programmer, planifier et budgéter.

A la suite de l'étape de mise en service du bâtiment, l'UFTMiP et l'UT3-UPS organisent une **revue de Maintenance**. Lors de ces revues de Maintenance, dont la fréquence est annuelle, l'UT3-UPS s'engage à communiquer à l'UFTMiP :

- un bilan de l'exécution du Plan de Maintenance et du Plan de GER du bâtiment pour l'année n-1 ;
- le Plan de Maintenance et le Plan de GER du bâtiment, actualisés à l'année n ;
- le Dossier d'Exploitation Maintenance actualisé à l'année n.

L'UFTMiP et l'UT3-UPS fixent ensemble l'ordre du jour, la date et la liste des participants pour ces réunions de revue de Maintenance.

ARTICLE 5 - FINANCEMENT DES ETUDES ET TRAVAUX

Article 5.1. : Montants financiers

Le coût d'investissement et les modalités de financement du Projet sont détaillés dans la convention de réalisation et ses annexes.

L'ensemble de ces coûts, composant le coût d'investissement, est estimé à trente-deux millions neuf cent quatre-vingt-seize mille euros toutes dépenses confondues (32 996 00 € TDC) en prenant en compte à la fois l'opération de construction neuve du bâtiment CBI dédié à la recherche et l'aménagement des salles d'enseignement dans un bâtiment existant. Ce montant inclut toutes les dépenses prévisionnelles présentées dans le dossier de demande d'expertise validé par le Ministère le 12 mars 2014, et dans son complément d'octobre 2016, y compris les dépenses annexes à l'opération immobilière (déménagement, installation, acquisition de premiers équipements et mobilier). La nature de ces dépenses annexes, d'un montant maximal de six cent soixante-dix mille six cent soixante-sept euros toutes taxes comprises (670 667 € TTC), est décrite dans l'Annexe 2 de la présente convention.

Le montant prévisionnel de l'opération inclut les provisions pour imprévus, aléas de travaux et modifications de programme. Ce montant inclut également les frais d'aménagement de 250 m² de surface utile de salles d'enseignement dans un bâtiment existant à proximité du bâtiment qui sera nouvellement construit, dans la limite de quatre cent quarante-quatre mille euros toutes taxes comprises (444 000 € TTC). L'UT3-UPS s'engage à communiquer officiellement à l'UFTMiP sa décision concernant le lieu et les conditions d'aménagement de ces salles d'enseignement au plus tard avant la fin de l'année 2017.

L'UT3-UPS s'engage à mener le Projet dans le cadre de cette enveloppe financière maximale de trente-deux millions neuf cent quatre-vingt-seize mille euros toutes dépenses confondues (32 996 00 € TDC)

Article 5.2 : Financement assuré par l'UFTMiP

Le financement du projet est assuré par l'UFTMiP, bénéficiaire de la dotation en capital de Toulouse Campus, dans la limite du coût prévisionnel maximum visé à l'article 5-1 ci-dessus

Les ressources attribuées par l'UFTMiP à l'UT3-UPS pour la rémunération des marchés d'études, des marchés de maîtrise d'œuvre et des marchés de travaux sont strictement réservées à cet usage. L'UT3-UPS devra pouvoir, à tout moment, produire des éléments de comptabilité permettant d'établir le respect de cette stipulation.

En tant qu'Etablissement porteur de Toulouse Campus, l'UFTMiP s'engage à ne pas demander à l'UT3-UPS une contribution supplémentaire pour la réalisation du Projet CBI, dans le cadre du programme final tel qu'approuvé par les Parties et du budget de l'opération tel que précisé dans le dossier de demande d'expertise validé par le MENESR.

L'UT3-UPS fera son affaire du financement des éventuels surcoûts du Projet, au-delà de l'enveloppe maximale définie, sauf accords explicites de l'UFTMiP et du CISL notamment en cas d'impact positif et avéré de surcoûts d'investissement sur le coût global. L'UFTMiP n'apportera aucun financement supplémentaire sur ses propres crédits de fonctionnement ou d'investissement.

Le financement issu de Toulouse Campus ne comprend pas les aspects suivants qui seront par ailleurs pris en charge financièrement par l'UT3-UPS:

- les équipements scientifiques, bureautiques ou informatiques qui ne sont pas mentionnés dans le tableau de l'Annexe 2.

Article 5.3 : Modalités de versement

Le plan de financement prévisionnel du Projet est indiqué en Annexe 1 de la convention de réalisation précitée, son Annexe 3 présente le calendrier prévisionnel de l'opération et son Annexe 2 le tableau prévisionnel des échéances de financement conforme à ce calendrier. Les échéances de financement y sont présentées sur des bases trimestrielles.

Les appels de fonds sont adressés par l'UT3-UPS à l'UFTMiP, conformément aux échéances de financement décrites dans le tableau prévisionnel, et au plus tard le premier mois du trimestre précédant l'échéance de financement. Le tableau des échéances de financement est actualisé par l'UT3-UPS et l'UFTMiP lors de chaque revue de Projet (voir article 3.2 de la présente convention). Il est notamment modifié en fonction, d'une part des coûts réels des études et travaux, et d'autre part de l'évolution du planning de l'opération. Sauf accords explicites de l'UFTMiP et du CISL, il ne peut cependant pas induire un montant global supérieur à l'enveloppe financière maximale définie à l'article 5.1 de la présente convention.

A compter de la date de signature de la convention, l'UT3-UPS s'engage à envoyer à l'UFTMiP une liste des dépenses acquittées du projet. Pour cela l'UT3-UPS établit régulièrement un bilan des dépenses réalisées, certifié conforme et exact. Cette information doit être communiquée à l'UFTMiP après les dates d'arrêté de comptes suivantes : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Le versement sera fait, après réception effective par l'UFTMiP des fonds destinés à l'opération CBI, sur le compte de l'Agent comptable de l'UT3-UPS :

<i>Code banque</i>	<i>Code guichet</i>	<i>N° de compte</i>	<i>Clé</i>
10071	31000	0000100 1327	88

A l'issue de l'opération, l'UT3-UPS établira un bilan des dépenses réalisées, certifié conforme et exact, et reversera à l'UFTMiP la totalité des sommes restées éventuellement disponibles.

ARTICLE 6 - FINANCEMENT DU GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT

Les coûts de fonctionnement comportent des frais d'exploitation, d'entretien-maintenance, et de GER (Gros Entretien et Renouvellement). Les montants prévisionnels ont été validés dans le cadre de la procédure d'expertise.

L'UFTMiP s'engage à doter, sur les revenus de sa dotation, pendant vingt-cinq (25) ans à compter de la mise en service des ouvrages, une provision comptable pour le GER du Projet. Le montant

nécessaire de provision est estimé à deux cent cinq mille cinq cent euros (205 500 €) par an. Ce montant, correspondant à la date de mise en service des ouvrages, est réévalué chaque année en fonction de l'évolution des index BT correspondant aux postes de dépense du plan GER.

Le plan de GER, qui peut être calé sur une durée supérieure à vingt-cinq ans et qui est communiqué par l'UT3-UPS au plus tard six (6) mois avant la date prévisionnelle de la fin des travaux (article 4), doit être en cohérence avec le montant de cette provision. Une fois par an, à l'occasion des revues de Maintenance, l'UT3-UPS communique à l'UFTMiP un plan de GER actualisé. Seule la composante planning de ce plan de GER peut être amenée à subir une modification, sans que le montant global de la provision initialement planifié n'en soit affecté.

Lorsque des dépenses de GER doivent intervenir dans le cadre du plan GER des ouvrages, l'UT3-UPS adresse un appel de fonds à l'UFTMiP. Celle-ci assure alors le financement des travaux, conformément au plan de GER, en tirant sur la provision constituée à cet effet.

Au terme des vingt-cinq (25) ans, le solde provisionné pour le renouvellement des composants présentant une durée de vie supérieure à vingt-cinq (25) ans sera mis à disposition de l'établissement utilisateur.

ARTICLE 7 - PRISE EN COMPTE DE LA TVA

Les prix des contrats comprennent la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Comme précisé dans l'article 4.1 de la convention de réalisation, l'UT3-UPS bénéficie d'un droit à déduction qui est fonction des activités réellement exercées tout au long du contrat dans les bâtiments inclus dans le périmètre du Projet, à taux de 100% pour les locaux de recherche.

L'ensemble des locaux du bâtiment neuf (soit 7145 m² SU), inclus dans le périmètre du Projet, sont exclusivement affectés à des activités de recherche valorisable susceptibles d'ouvrir droit à déduction de TVA, et donnent donc lieu à une telle déduction.

En complément, le Projet prévoit l'aménagement de 250 m² SU de locaux d'enseignement dans un bâtiment existant. Ces autres locaux, inclus dans le périmètre du Projet, hébergent des activités n'ouvrant pas droit à déduction de TVA.

Le tableau des versements trimestriels prévisionnels de l'UFTMiP à l'UT3-UPS, présenté en Annexe 1 de la présente convention, tient compte de la déduction de la TVA.

Pour le bâtiment neuf de l'opération CBI, l'UT3-UPS s'engage à ne pas modifier l'affectation des locaux de recherche, évitant ainsi tout surcoût de TVA induit par une éventuelle évolution.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

L'intitulé du Projet est : « Opération Toulouse Campus – Centre de Biologie Intégrative ». La forme abrégée utilisable est « CBI ».

Toute communication, quel que soit la forme et le support, relative à l'opération CBI, doit préciser que celle-ci est réalisée et financée dans le cadre de « l'Opération Campus » et qu'elle fait partie du projet « Toulouse Campus ». Les logos de l'UFTMiP et du projet Toulouse Campus, fournis par l'UFTMiP à l'UT3-UPS, doivent être apposés sur tous les supports (annonces, rapports, documents écrits, panneaux, etc.).

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE FINANCEMENT

L'engagement financier de l'UFTMiP précisé dans les articles 5 et 6 de la présente convention se limite dans tous les cas aux autorisations accordées par les tutelles dans le cadre de la gestion financière et technique de l'Opération Toulouse Campus. L'UFTMiP ne pourra être tenue responsable si ces autorisations financières ne sont pas délivrées.

ARTICLE 11 - LITIGES, ACTIONS EN RESPONSABILITE

L'UT3-UPS informera l'UFTMiP de tout litige lié aux marchés d'études, aux marchés de maîtrise d'œuvre ou aux marchés de travaux dont il a eu la maîtrise, avec des tiers ou prestataires intervenants ainsi que des actions qui lui incombent en tant que Maître d'Ouvrage de l'opération, notamment dans le cadre des garanties légales.

En cas de nécessité l'UFTMiP et l'UT3-UPS, après information et validation du CISL, conviendront ensemble des actions à mettre en œuvre et des mesures de recours éventuel aux provisions pour risques et aléas effectuées dans le cadre de l'opération CBI et du projet Toulouse campus dans sa globalité.

ARTICLE 12 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter de la signature de l'ensemble des Parties. Elle est conclue pour la durée de la conception, réalisation et utilisation du Projet soit 30 ans .

ARTICLE 13 – REVISION.

La présente convention peut être révisée par avenant conclu entre les Parties.

La présente convention et ses annexes lient les Parties.

Fait en trois (3) exemplaires originaux à Toulouse, le

Pour l'**UFTMiP** :

Pour l'**UT3-UPS** :

Professeur Philippe RAIMBAULT
Président,

Professeur Jean-Pierre VINEL
Président,

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau prévisionnel des versements trimestriels

Annexe 2 : Premiers équipements et dépenses annexes

Annexe 1 : Tableau prévisionnel des versements trimestriels

Année	Trim.	Montant
2015	3	- €
	4	800 000 €
2016	1	- €
	2	450 000 €
	3	600 000 €
	4	100 000 €
2017	1	- €
	2	250 000 €
	3	1 000 000 €
	4	3 800 000 €
2018	1	4 500 000 €
	2	3 500 000 €
	3	3 500 000 €
	4	3 637 000 €
2019	1	3 512 000 €
	2	3 710 000 €
	3	1 725 000 €
	4	1 912 000 €
TOTAL		32 996 000 €

Annexe 2 : Premiers équipements et dépenses annexes

ÉQUIPEMENTS				A FINANCER		
	Nombre total d'équipements	A conserver pour le CBI (récupération)	Équipement nouveau ou à renouveler	Tarif unitaire	Total	
ÉQUIPEMENT GLOBAL DU BATIMENT						
Siège de bureau	320		320	120,00	38 400,00	38 400,00
Armoire de bureau + Porte-manteaux	65		65	500,00	32 500,00	32 500,00
Porte-manteaux	40		40	75,00	3 000,00	3 000,00
Armoire vestiaire	65		65	300,00	19 500,00	19 500,00
Mobilier réunion (responsables)	4		4	600,00	2 400,00	2 400,00
Mobilier pour espaces détente	4		4	1 000,00	4 000,00	4 000,00
Matériel de vidéoprojection (salles de réunion et salle de modélisation)	5		5	1 000,00	5 000,00	5 000,00
Table de réunion (prix d'1 place)	90		90	100,00	9 000,00	9 000,00
Siège de réunion	90		90	100,00	9 000,00	9 000,00
Tableau blanc	6		6	120,00	720,00	720,00
Pupitre	1		1	500,00	500,00	500,00
Rayonnage stockage (mf)	150		150	150,00	22 500,00	22 500,00
Rayonnage stockage ch. froide(mf)	24		24	200,00	4 800,00	4 800,00
Meuble reprographie	3		3	200,00	600,00	600,00
A - ZONE PUBLIQUE						
Accueil / Convivialité / Échange						
Central téléphonique informatisé	1		1	3 000,00	3 000,00	3 000,00
Téléphone				demandeur fac	50 000,00	50 000,00
Tableau siège	2		2	250,00	500,00	500,00
Mobilier espace attente	1		1	1 000,00	1 000,00	1 000,00
Tables et chaises caféteria	150		150	150,00	22 500,00	22 500,00
Formation						
Tabouret	60	0	60	100,00	6 000,00	6 000,00
Rayonnage (mf)	10		10	200,00	2 000,00	2 000,00
Vidéoprojecteur	2		2	600,00	1 200,00	1 200,00
Accueil intervenants extérieurs						
Vidéoprojecteur	2		2	600,00	1 200,00	1 200,00
Mobilier réunion (intervenants)	4		4	600,00	2 400,00	2 400,00
Siège de réunion	20		20	100,00	2 000,00	2 000,00
Chaises	45		45	50,00	2 250,00	2 250,00
Table ronde	6		6	150,00	900,00	900,00
Tableau blanc	6		6	120,00	720,00	720,00
B - GESTION / ADMINISTRATION						
Voir équipement global du bâtiment						
C - PLATEAUX DE RECHERCHES DEDIES						
COMMUNS AUX 3 UMR						
Espaces tertiaires						
Voir équipement global du bâtiment						
Laboratoires						
Tabouret	368	80	288	100,00	28 800,00	28 800,00
LOCAUX SUPPORTS						
UMR LBCNCP						
Salles culture L2						
Chaise	12	5	7	250,00	1 750,00	1 750,00
Tabouret	4	0	4	100,00	400,00	400,00
Autres						
Armoire stockage vaisselle	32	0	32	750,00	24 000,00	24 000,00
UMR CBD						
Salles culture L2						
Meuble à tiroirs	12	8	4	400,00	1 600,00	1 600,00
Chaise	12	8	4	250,00	1 000,00	1 000,00
Tabouret	6	2	4	100,00	400,00	400,00
Autres						
UMR CRCA						
Tabouret	44		44	100,00	4 400,00	4 400,00
Siège de bureau	10		10	120,00	1 200,00	1 200,00
Système de stockage modulaire	20		20	3 600,00	72 000,00	72 000,00
MODULES MONDE SOCIOECONOMIQUE						
Voir équipement global du bâtiment						
MODULES IN SILICO						
Voir équipement global du bâtiment						
ESPACE DU PERSONNEL CBI / SANITAIRES						
Voir équipement global du bâtiment						

ÉQUIPEMENTS				A FINANCER		
	Nombre total d'équipements	A conserver pour le CBI (récupération)	Équipement nouveau ou à renouveler	Tarif unitaire	Total	
D - PLATEFORMES RECHERCHE MUTUALISÉES						
LABORATOIRE L3						
Chaise	3	0	3	250,00	750,00	750,00
Tabouret	1	0	1	100,00	100,00	100,00
Meuble à tiroir	3	0	3	400,00	1 200,00	1 200,00
LABORATOIRE RADIOACTIVITÉ						
ANIMALERIE AQUATIQUE						
Tabouret	9		9	100,00	900,00	900,00
Porte-manteaux	10		10	75,00	750,00	750,00
Range chaussures	3		3	100,00	300,00	300,00
Siège lombaire polyuréthane	4		4	260,00	1 040,00	1 040,00
Desserte 4 tiroirs	1		1	900,00	900,00	900,00
Desserte 4 tiroirs	2		2	900,00	1 800,00	1 800,00
ANIMALERIE DROSOPHILES						
ANIMALERIE AUTRES INSECTES						
Tabouret			9	100,00	600,00	600,00
Rayonnage (m)			3	200,00	600,00	600,00
Réfrigérateur			1	700,00	700,00	
				SOUS-TOTAL	411 254,00	
LAVERIES						
Lave-vaisselle	3		3	3 000,00	9 000,00	9 000,00
CRYOCONSERVATION						
E - PLATEFORME TRI						
Siège de bureau		24	24	120,00	2 880,00	2 880,00
F - ANIMALERIE SOURIS						
ENTRÉE						
Bureau			6	250,00	1 500,00	1 500,00
Siège de bureau			6	120,00	720,00	720,00
Armoire de bureau + Porte-manteaux			3	500,00	1 500,00	1 500,00
Porte-manteaux			3	75,00	225,00	225,00
Armoire vestiaire			6	300,00	1 800,00	1 800,00
Mobilier réunion (responsables)			1	600,00	600,00	600,00
Mobilier pour espaces détente			1	1 000,00	1 000,00	1 000,00
Sièges de réunion			6	100,00	600,00	600,00
HÉBERGEMENT / EXPÉRIMENTATION						
Hébergement						
Rayonnage animalerie			15	1 500,00	22 500,00	22 500,00
Salles d'expérimentation						
Tabouret			4	100,00	400,00	400,00
Tabouret	0	0	20	100,00	2 000,00	2 000,00
Tableau blanc	0	0	4	120,00	480,00	480,00
Tables	0	0	8	120,00	960,00	960,00
Plateforme comportementale						
Secteur stérile						
ZONE TECHNIQUE						
Zone de livraison						
Secteur laverie						
Machine à laver (pour cages et grilles)			1	55 000,00	55 000,00	55 000,00
Machine à laver (pour biberons)			1	35 000,00	35 000,00	35 000,00
Retraits déchets						

ÉQUIPEMENTS				A FINANCER		
	Nombre total d'équipements	A conserver pour le CBI (récupération)	Équipement nouveau ou à renouveler	Tarif unitaire	Total	
G - LOGISTIQUE / MAINTENANCE						
SERVICE INFORMATIQUE						
NETTOYAGE / ENTRETIEN						
ATELIERS						
Atelier Infrastructure						
Atelier Electronique						
Établi tiroir			1	855,00	855,00	855,00
Desserte 4 tiroirs			1	900,00	900,00	900,00
Vestiaire industrie			1	228,00	228,00	228,00
Armoire à pharmacie			1	90,00	90,00	90,00
Tabouret			1	100,00	105,00	105,00
Élément de Bureau			1	395,00	365,00	365,00
Élément de Bureau			1	360,00	360,00	360,00
Élément de Bureau			1	230,00	230,00	230,00
Siège de bureau			2	120,00	240,00	240,00
Armoire 5 rayons			3	162,00	486,00	486,00
Atelier dispositifs expérimentaux						
Armoire basse à 9 tiroirs			1	820,00	820,00	820,00
Établi tiroir			1	855,00	855,00	855,00
Desserte 4 tiroirs			1	900,00	900,00	900,00
Vestiaire industrie			1	228,00	228,00	228,00
Tapis anti dérapant modulaire			2	95,00	190,00	190,00
Armoire à pharmacie			1	90,00	90,00	90,00
Porte panneaux à rideaux			1	390,00	390,00	390,00
Élément de Bureau			1	395,00	395,00	395,00
Élément de Bureau			1	360,00	360,00	360,00
Élément de Bureau			1	230,00	230,00	230,00
Siège de bureau			1	120,00	120,00	120,00
MAGASIN ET STOCKAGE						
Rayonnage magasin (m)	150		150	200,00	30 000,00	30 000,00
					566 682,00	
Premier équipement CBI						
Déménagement						79 985,00
Premier équipement Salles enseignement						20 000,00
TVA sur 1er équipement salles d'enseignement						4 000,00
Total 1er équipement						670 667,00

